



MONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut »

Mai 2017, n°48

La nécessité de voter pour Emmanuel MACRON



En 2002, l'arrivée de Jean Marie le Pen au second tour avait provoqué une réflexe républicain immédiat amenant 81% de français à voter pour Jacques Chirac. Au soir de ce premier tour on ne peut être que surpris et inquiet de voir les frilosités entourant le même choix républicain. Assez étrangement, la droite traditionnellement hostile à la

notion de « front républicain » face à l'extrême droite appelle au vote actif pour Emmanuel Macron à travers nombre de ses leaders, François Fillon dès dimanche soir, Nicolas Sarkozy plus récemment. La gauche, traditionnellement convaincue de la nécessité de cette éthique démocratique, fait preuve de dangereux états d'âme. Le nom d'Emmanuel Macron semble même imprononçable dans la bouche de certains de ses leaders. Bertrand Delanoé a tenu publiquement à rappeler à Martine Aubry que « *le bulletin macron ne sent pas mauvais. Il faut le prendre pour battre Marine Le Pen* » et éviter ainsi « *la peste brune* ».

En 2002, Jean Luc Mélenchon avait immédiatement appelé à faire barrage au Front National et à voter Jacques Chirac. Comment comprendre son repli orgueilleux, sa parole équivoque et sa sortie brusque du terrain de la campagne présidentielle ? Il encourage, même s'il s'en défend, la cohorte de tous ceux qui établissent une scandaleuse équivalence entre les deux candidats prônant un lâche « ni, ni » que les mêmes étaient si prompts à dénoncer lorsque la droite en faisait un mot d'ordre. Comme tous les abstentionnistes, ils prennent une dangereuse responsabilité face à l'histoire. En quoi le FN national de Marine Le Pen est-il plus républicain et démocratique que celui de son père ? En quoi Emmanuel Macron est-il moins digne d'un vote républicain que Jacques Chirac ?

Écoutons Robert Badinter. « *Non, l'élection présidentielle n'est pas "pliée", prévient-il dans un entretien accordé au JDD le 30 avril, et la défaite de Mme Le Pen n'est pas acquise ... Il suffit qu'une proportion élevée des électeurs s'abstienne de voter pour M. Macron, et Mme Le Pen peut l'emporter* ». Ne nous illusionnons pas, le Front National « *a seulement changé de look. Mme Le Pen a compris qu'il lui fallait d'abord mettre son père et ses discours au placard - un parricide politique conduit avec habileté. Mais elle a repris, pour l'essentiel, son inspiration. Or par son histoire, sa philosophie et son projet, le FN est en rupture manifeste avec les principes de notre République, liberté, égalité, fraternité* ». Il s'adresse, en finale, à Jean Luc Mélenchon : « *s'abstenir aujourd'hui, c'est favoriser l'élection de Mme Le Pen. Si c'est un choix tactique, c'est une erreur politique. Si c'est l'expression d'une conviction, c'est plus grave encore* ».

Au lendemain des résultats du premier tour de 2002, des centaines de milliers de français s'étaient spontanément retrouvés dans la rue pour affirmer leur attachement aux valeurs de notre république et de notre démocratie. 15 ans après les regroupements qui s'opèrent contestent, à l'inverse, ces valeurs, en essayant de remettre en cause les résultats d'un suffrage électoral.

Localement *La Gazette* du 27 avril recensait le choix des maires des 31 communes de la Métropole. 12 vont voter Macron (dont 9 appellent à ce vote). 14 ne donnent pas de consigne et n'indiquent pas leur choix. 3 n'ont pas été joignables. 2 attendent les consignes de vote de leur mouvement. C'est vraiment très timide : espérons que leurs électeurs sauront les remuer davantage pour qu'ils assument une position digne de leur fonction.

A Montpellier, Michaël Delafosse, dont chacun sait la proximité avec Benoît Hamon et la fidélité au Parti Socialiste, a, dès le résultat, su dépasser son amertume légitime et se positionner non seulement en politique mais aussi en historien : « *Le risque n'est pas nul, a-t-il déclaré, de voir Marine Le Pen devenir présidente de la République. Face à cet enjeu, il ne faut jamais oublier que l'on sait toujours comment l'extrême-droite prend le pouvoir, mais on ne sait jamais comment elle le rend. C'est pourquoi je voterai Emmanuel Macron le 7 mai* ».

L'aveyronnais José Bové a été interrogé par le quotidien *Libération* : « *j'appelle sans ambiguïté et sans aucune retenue à voter pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle ... Depuis dimanche soir, ajoute-t-il, un vent mauvais souffle sur nos têtes* ».

Sachons dépasser les états d'âme, les scrupules ou les basses stratégies : leur enjeu pèse si peu devant celui de l'avenir de notre démocratie !

Ne nous réfugions pas dans une abstention : elle accorderait une illusion de toute puissance aux démons de l'extrême. Au pire, elle ouvrirait la porte au FN. Dans un scrutin qui ne prend pas en compte les votes blancs sachons que ne pas choisir un candidat revient à voter pour l'autre.

Aucune voix républicaine ne doit manquer dimanche à Emmanuel Macron !

Deuxième tour : petit exercice d'hygiène politique

La politique, chacun le sait, n'appartient pas au domaine scientifique. Sa vérité est relative et tient plus à la croyance qu'à la raison. C'est ce dont savent jouer et abuser les politiques eux-mêmes mais surtout les idéologues d'où les inévitables intox présentées comme des infos. Essayons de nettoyer nos esprits de quelques-unes d'entre elles.



Info-attitude.com

La France est en train de devenir un pays libéral. Ce refrain est repris à l'envi par d'éminents politiques ou experts en politiques, accusant notamment le gouvernement de François Hollande de ce glissement et voyant dans Emmanuel Macron l'exécuteur final de cette dérive. C'est oublier que la France est, de tous les pays européens, celui qui a la fonction publique la plus importante. C'est oublier que la France possède le plus haut taux de CDI (plus de 80%). C'est oublier que nous avons le système de santé et l'accès à la scolarité le plus ouvert à tous et le moins onéreux. Tous ces signes sont contraires à ce qui qualifie une société libérale et à plus forte raison d'ultra-libérale.

L'Europe est la source de tous nos maux. Le philosophe Michel Serre fait, de façon très juste, remarquer que les générations qui ont connu l'avant-union européenne et la dernière guerre mondiale sont en train de disparaître : eux seuls peuvent témoigner de la paix qu'a apportée la construction européenne entre des nations qui, en l'espace d'un siècle, s'étaient déchirées à 3 reprises dans des conflits qui avaient fait plus de 63 millions de morts. L'Europe n'a pas connu de guerres fratricides depuis 70 ans : c'est un record. La majorité de français n'a pas cette conscience car elle est née dans une Europe unifiée qui leur est tellement naturelle qu'elle n'en mesure pas les effets. Ces français en voient les inconvénients et les lourdeurs : ils ne mesurent pas l'extrême dangerosité qu'il y aurait à jouer à en sortir. Cette sortie amènerait inévitablement la régression économique de la France, l'appauvrissement de sa population, surtout des plus fragiles, et l'assèchement des ses entreprises. Elle entraînerait le retour des tensions entre nations et fragiliserait notre pays devant les politiques expansionnistes des grandes puissances. Que plus de la moitié des français ait apporté leur suffrage à des candidats proposant cette sortie est très inquiétant.

Il y aurait un label « gauche ». Le candidat du parti socialiste a proclamé, au soir du premier tour, que « Emmanuel Macron n'appartient pas à la gauche ». Au nom de quels critères peut-on s'accorder l'autorité de décider de qui appartient à la gauche et de qui en est exclu ? Il ne suffit pas d'exclure pour définir ce que l'on est ou prétend être. Le PS, au lendemain de cette défaite historique, ferait mieux de s'atteler à ce travail : qu'est-ce qu'être socialiste aujourd'hui ? C'est sa seule chance de retrouver sa puissance idéologique et sa force attractive. Etre de gauche, par exemple, c'est apporter des réponses à aux questions évoquées ci-dessus. Quelle Europe voulons-nous ? Comment arriver à composer avec une fonction publique garante de la démocratie et un libéralisme économique et culturel qui structure de façon incontournable nos sociétés ? On doit y ajouter : quels sont les outils permettant de répondre aux exigences d'une démocratie représentative ? La campagne a mis en évidence, en effet, l'urgence de se doter de règles éthiques de gouvernance. L'usure des pratiques de nos représentants et des institutions engendre des apologues du recours au suffrage direct du peuple : l'histoire nous a pourtant montré, et récemment encore, le danger que représente toute volonté politique de passer outre les institutions démocratiquement élues.

Un vainqueur de premier tour à 24% n'a pas suffisamment d'assise pour être légitimé. On entend de façon itérative une position de « fine bouche » sur le résultat d'Emmanuel Macron de la part de personnes trouvant ce score trop faible pour donner des garanties suffisantes. S'il est vrai que les résultats des deux dernières élections ont pu nous habituer à des scores de premier tour plus forts, 28,63 pour Hollande en 2012 et 31,18 pour Sarkozy en 2007, on oublie les scores des deux scrutins réalisés par le vainqueur des présidentielles, Jacques Chirac, aux deux scrutins précédents, 19,88 en 2002, et 20,8% en 1995 où il arrive derrière Jospin (23,3). On ne peut pas dire pour autant que le quinquennat des deux premiers ait été pour autant facilité par leur score initial : Sarkozy, battu, et Hollande, contraint à ne pas se présenter, n'ont pu doubler leur mandat. Les 24% obtenus par Emmanuel Macron au premier tour lui donnent une légitimité indiscutable.

L'indécence



Joann Sfar, *Le chat du rabbin*

L'intoxication de nos esprits s'accompagne parfois d'indécences. Il serait grave que leurs répétitions les fassent devenir anodines.

La dénonciation réitérée d'Emmanuel Macron de « banquier » ne peut être banalisée. En quoi ce métier-là devient-il synonyme d'honteuse turpitude ? D'autres leaders politiques, même de gauche, sont passés chez Rothschild sans pour autant subir une telle vilénie. Au même titre que nombre d'entre eux ont occupé des postes importants dans de grands groupes privés sans pour autant qu'on le leur reproche comme une tare. Après le dangereux « plombier polonais » de 2014, voici donc le honteux banquier de 2017.

Pourtant, il est facile d'imaginer que de nombreux soutiens des partis « anticapitalistes » possèdent, sans état d'âme, un portefeuille d'actions dont ils surveillent les gains et tirent les bénéfices grâce aux conseils souvent de ces mêmes banquiers : quel aveuglement schizophrénique les pousse à ces outrances manichéennes ?

Plus gravement, les réseaux sociaux témoignent parfois de terribles glissements nous ramenant aux atmosphères délétères de l'entre-deux guerres passant allégrement du banquier au juif. Une caricature du « banquier Macron » a dû être retirée précipitamment du compte twitter des Républicains. De la même manière, la France insoumise a dû désavouer le tweet d'un de ses membres dénonçant le « *juif joann sfar* » lorsque le dessinateur de BD a pris ses distances avec le programme d'alliances internationales de son leader. Les désignations de catégories de personnes à la vindicte publique sont toujours dangereuses. Elles jouent sur la grégarité primaire toujours en recherche de boucs émissaires.

Les résultats de Montpellier et du « grand Montpellier »



midilibre.fr

Le résultat du premier tour nous permet de jeter un regard sur la situation politique de Montpellier et de sa Métropole. Sur les 63 communes du Grand Montpellier (allant de Lunel à Sète et remontant jusqu'à Saint Mathieu de Tréviers), 32 placent le Front National en tête, 20 donnent l'avantage à Emmanuel Macron, 6 à Jean Luc Mélenchon et 5 à François Fillon. Le candidat socialiste n'arrive nulle part en tête.

Montpellier est la grande ville de France où Jean Luc Mélenchon réalise son meilleur score, 31,46%, malgré le choix de son maire, Philippe Saurel, de voter pour Emmanuel Macron dont le mouvement n'arrive qu'en deuxième position avec 24,69%, devant LR (15,79%) et le FN (13,32%). Benoit Hamon n'obtient que 8,90%.

Si nous élargissons à notre Région il faut noter que notre ancien Languedoc Roussillon a voté quasi unanimement pour le Front National au premier tour, la Lozère constituant la seule exception : Fillon y devance Macron de 1,09 point, 22,82% contre 21,73%. Ces résultats confirment le pronostic annoncé d'une Région LR dirigée par le FN si elle n'avait pas fusionné avec Midi Pyrénées qui, elle, a donné majoritairement Emmanuel Macron vainqueur (5 départements sur 8, 2 votant FN et 1 Jean Luc Mélenchon).

Les présidentielles à peine closes nous allons passer aux législatives. Leur enjeu est d'autant plus important que les deux candidats restant en lice ne sont pas issus de partis politiques traditionnels entraînant avec leur succès une majorité quasi assurée. Il est sûr que, malmenés à la présidentielle, ces partis auront à cœur de se racheter lors du scrutin législatif. Là encore, sachons aller aux urnes conscients des enjeux : il nous faut choisir des élus garantissant un vrai fonctionnement démocratique de notre pays pour les 5 ans à venir.

Brèves du Clapas



france3-regions.francetvinfo

Les verrous sautent pour les gares TGV

Manduel (Nîmes) est enfin ouvert par un vote communautaire favorable et La Mogère (Montpellier) voit les derniers recours rejetés. Les travaux devraient être opérationnels à l'horizon 2019.

Reste à finaliser la liaison par tram d'Odysseum à la Mogère, sans oublier également la desserte de l'aéroport (le tout dans un espace relativement restreint) : une facilitation de la fluidité des flux d'origines diverses (rail, avion et route) complémentaires et convergents constituerait un atout considérable au titre de l'économie et du tourisme.

L'Agence du Médicament sera fléchée sur Lille

Philippe Saurel avait mis le paquet en investissement (40 M. d'€) et les arguments pour une implantation à Montpellier étaient nombreux, légitimes et pertinents. La fin d'exercice du gouvernement en a voulu autrement : il fallait apparemment satisfaire Lille pour des raisons partisans. Le positionnement politique de l'édile candidat joue malheureusement un rôle prépondérant sur ces très gros dossiers de plusieurs centaines d'emplois.

La candidature parallèle de Toulouse a conduit Carole Delga à ne pas se prononcer, ni donc soutenir, ce qui a affaibli le rayonnement du projet.

L'implantation n'est pas arrêtée : il s'agit de la priorisation d'une candidature française. D'autres poids lourds sont sur les rangs en Europe.

Des nominations au CNT du fait du prince

Dans le même registre (fin de mandat du gouvernement) le prince, en l'occurrence la "princesse" Azoulay, ministre de la Culture pour quelques jours, a d'autorité nommé un couple d'artistes (ce qui suppose deux salaires) à la direction du CNR de Montpellier, où l'Etat est certes majoritaire, contrant la candidature émanant du Maire de Montpellier, dont le profil était plus gestionnaire, ce qui, au regard du délabrement financier de l'institution, eût été sans doute plus opportun.

Politique et vertu

Gérard Dorival



Img348-cfbb3-jpg

A la lecture sur les réseaux dits sociaux et l'écoute dans les médias des propos outragés tenus par les « gens », sur le registre de l'antiparlementarisme ordinaire (« la place est bonne... »), ils seraient, eux et elles, évidemment, au contraire des élus corrompus, tenants de la vertu cardinale.

La recrudescence apparente des turpitudes, révélées chez certains élus, due à une forte et légitime médiatisation et à un journalisme d'investigation plus acéré, accrédite il est vrai leur prévention, généralisant cependant indûment l'opprobre à l'ensemble de la classe politique.

La rémunération des parlementaires doit dépasser l'hystérie démagogique de la comparaison malsaine avec celle du « français moyen », voire du smicard : un montant raisonnable doit être fixé, d'autant que le cumul des mandats leur est désormais, heureusement, proscrit.

Les proportions des tricheurs doivent cependant y être bien moindres, et de beaucoup, que dans le grand public mais ils ont le devoir certes, quant à eux, de faire preuve, sans connotation morale, d'exemplarité.

C'est le principe même de la démocratie de représentation qui est, inconsciemment ou non, mis en cause et en péril. Que lui substituer cependant, outre des expériences lointaines et très limitées, des perspectives non abouties, sinon des régimes autoritaires déjà largement répandus par malheur dans le monde ?

A vrai dire, notre prétendue vertu collective est sujette à caution dans les pays méditerranéens, où les accommodements avec le fisc ou le règlement constituent une preuve revendiquée d'habileté. Les pays scandinaves cultivent au contraire une rigueur toute protestante, garante d'une démocratie authentique : l'application des principes d'absolue transparence qu'ils consentent naturellement, serait confrontée chez nous à l'atteinte à la vie privée !

Outre les manipulations financières, nombre de comportements déconsidèrent aussi une partie de la classe politique : le parjure, très pratiqué ces derniers temps, les mensonges éhontés non démentis sans vergogne, la fabrication et la diffusion de « fakes », les postures aveuglément partisans (« celui qui n'est pas avec moi est contre moi » !) constituent autant de laisser-passer pour les populismes qui autrefois pointaient et guettaient mais sont aujourd'hui bien au pouvoir dans de grands pays.

Epilogue d'un "trou en un", Gérard Dorival

La compétition au plus haut niveau des "masters " d'Atlanta a donné l'occasion au grand et sympathique américain Marc Kuchar, qui par ailleurs sauve la face de son pays, de réaliser une performance rare : un trou en un coup, "trou en un " pour les profanes. Après avoir signé sa balle, il est venu l'offrir spontanément à un tout petit garçon, émerveillé.

Les prédateurs, pour qui tout se monnaie, n'étaient pas loin. Ils adressent immédiatement un tweet : " gamin,5000 \$, si tu veux investir pour ton inscription à l'Université (nous sommes aux Etats-Unis), cette balle, il nous la faut !"

L'humanité a deux faces, l'une limpide, l'autre glauque.

RAPPEL :

Plus que jamais nous rappelons que **cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...** N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : mentor.jch@numericable.fr.

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr : vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de nos manifestations locales, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Mail :

s'acquitte de la somme de 25 €

au titre de l'année 2017 et est membre de l'Association MONTPELLIER 2020

Payable par chèque à l'ordre de « **association Montpellier 2020** »
Adresser à **2 rue Jeanne d'Arc, MONTPELLIER, 34000**

Fait à :

le :

Signature :